

en lui un homme qui a déjà fait sa marque comme administrateur et comme soldat. Sa collaboration ici, ne manquera pas de nous être très avantageuse. D'un autre côté, nous avons lieu d'être également fiers de la présence parmi nous de Son Altesse Royale la duchesse de Connaught. Il est peut-être trop tôt et peu gracieux de faire dès maintenant des comparaisons; mais il me semble évident que le duc de Connaught et Sa Royale Epouse occupent déjà une large place dans le cœur du peuple canadien. Ce dernier les considère comme un ornement dans la haute position qu'ils occupent et comme pouvant encourager nos concitoyens à s'efforcer davantage, si c'est possible, de mettre le Canada en état de jouer, parmi les nations de la terre, un rôle plus important que celui qu'il joue maintenant et d'en faire une plus Grande-Bretagne d'outre-mer. J'espère qu'il me sera donné de voir en outre la réalisation complète du rêve d'une fédération impériale, et je crois en trouver une indication dans le fait que l'on nous envoie présentement pour présider à nos conseils, un membre de la famille royale dont la carrière déjà fournie est si distinguée.

Bien qu'on ne se lasse de nous parler de paix, il ne faut pas perdre de vue que le meilleur moyen de maintenir la paix et de jouir de ses bienfaits est de nous préparer à la guerre. Nous avons maintenant comme Gouverneur général un maréchal d'Angleterre. Ne devons-nous pas, de notre côté, reconnaître l'importance et la nécessité qu'il y a de nous tenir prêts à défendre notre pays et à participer convenablement aux guerres de l'empire que l'avenir peut amener.

Quant aux sujets que contient le discours du Trône, il est très satisfaisant pour nous tous de pouvoir constater que le présent Parlement s'ouvre dans un moment où le Canada est incontestablement l'un des pays les plus prospères du monde.

Quelques embarras financiers se font peut-être sentir ailleurs; la marche des affaires se ralentit peut-être, quelque part à l'étranger; mais en Canada, rien de la sorte ne se manifeste. Notre trésor déborde actuellement. Je ne crois pas qu'il convienne, dans le Sénat, au début d'une session, de dire rien qui soit de nature à provoquer un

Hon. M. BELL.

débat contradictoire. Je m'abstiendrai, par conséquent, de faire des comparaisons entre la condition actuelle du pays et celle qui existait sous les administrations précédentes. Nous devons, certainement nous considérer comme très heureux de notre prospérité, bien que nous ne prétendions pas qu'elle soit attribuable au fait que tel parti politique s'est montré plus actif ou plus habile que ses adversaires. De bon compte, reconnaissons le fait qu'en Canada, quel que soit le parti qui gouverne, la prospérité est continue; et ne cesse de s'accroître—ce qui nous procurera toujours des surplus suffisants pour faire face à nos obligations. D'après les apparences les affaires continueront leur marche progressive comme la chose s'est vue dans le passé, et s'il se présente une difficulté, ce sera, quelque fois, peut-être, celle de savoir comment disposer de ces surplus. L'excédent de nos recettes, à la fin du présent exercice, sera probablement encore plus considérable que celui des exercices précédents. Les affaires sont si prospères; le revenu du pays s'accroît tellement que, quelles que soient les dépenses que nous croirons devoir faire, le Gouvernement sera toujours sûr de pouvoir y faire face. Comme je l'ai déjà dit, je ne crois pas qu'il soit maintenant à propos de faire des comparaisons sur la manière dont l'un et l'autre parti politique ont administré, tour à tour, les affaires du pays. Nous devons tous être heureux du fait que nous jouissons actuellement d'une grande prospérité et que notre revenu ne cesse de s'accroître. Le revenu consolidé du présent exercice s'élèvera, je crois, à \$170,780,000. Il y a dix ans, ce revenu ne se montait qu'à \$52,514,000, et cependant, si nous remontons à l'année 1901, nous constaterons le fait qu'à cette époque, le chiffre que je viens de donner était alors considéré comme satisfaisant, et comme une preuve de la grande prospérité du pays. On le citait comme une preuve de l'efficacité de l'administration d'alors. Puis, les dépenses du compte du revenu consolidé, qui s'élevaient, il y a dix ans, à \$46,000,000, atteignent aujourd'hui, presque le double de ce chiffre, c'est-à-dire, \$88,000,000, et cependant, nous y faisons face sans taxer nos ressources naturelles. Nous sommes si prospères, nos ressources sont si grandes et le volume de nos affaires se développe si